MOUVEMENT RÉPUBLICAIN POPULAIRE

Electrices, Electeurs,

Vous allez élire le 18 Novembre votre député pour cinq ans. Ces années seront décisives. La génération d'après guerre, la plus nombreuse en France depuis 100 ans, va arriver à l'âge d'homme et aux responsabilités.

Une transformation profonde de la France doit être entreprise dans ses structures politiques et économiques. Pour l'avenir nous vous proposons, en sollicitant vos suffrages, trois objectifs fondamentaux.

1. - **UNE DÉMOCRATIE MODERNE**
2. - **L'EXPANSION ÉCONOMIQUE POUR PERMETTRE LE PROGRÈS SOCIAL ET FAMILIAL**
3. - **L'UNITÉ DE L'EUROPE POUR ASSURER LA PAIX, LA SÉCURITÉ et le PROGRÈS.**

Une Démocratie Moderne exige

un Gouvernement efficace - un Parlement utile - des Citoyens responsables

Le M. R. P., à l'égard de la Vme République n'a pratiqué ni le soutien inconditionnel ni **l'opposition systématique.** Il a approuvé avec le Peuple Français la Constitution de 1958 à laquelle **il demeure attaché.** Il a contribué à mettre fin à la guerre d'Algérie. En revanche il a refusé de suivre le Pouvoir quand celui-ci a remis en cause la construction de l'Europe unie et cela s'est traduit par le départ de ses cinq ministres.

Pour l'Avenir, **le gouvernement d'une nation moderne doit être fort, à l'abri de l'instabilité.** Mais le Pouvoir ne doit pas être isolé et confié aux technocrates. Sans équilibre des Pouvoirs et sans l'appui de la Nation, il n'y a ni autorité ni démocratie véritable.

C'est pourquoi nous demandons que le Parlement exerce la plénitude de ses droits législatifs et de contrôle ; que les grandes forces de demain — les syndicats et la jeunesse — soient associées à une politique nationale ; que le pouvoir politique et la responsabilité économique soient solidement liés.

Alors seulement, le vide politique qui menace la France sera comblé.

— **L'EXPANSION ÉCONOMIQUE** doit se faire au bénéfice de tous les Français : FAMILLES, SALARIÉS, AGRICULTEURS, CLASSES MOYENNES, RETRAITÉS, JEUNES....

Le redressement financier, la stabilité monétaire n'ont été obtenus depuis 4 ans qu'aux dépens du niveau de vie de nombreuses catégories de Français : les vieux, les familles, les paysans. La justice sociale n'a pas été respectée. Les progrès de la productivité n'ont pas bénéficié à tous les travailleurs, le pouvoir d'achat n'a cessé de diminuer. Partisan résolu de l'expansion économique, le M. R. P. demande qu'elle profite à tous.

Il s'agit d'abord de vouloir une véritable politique des revenus. Pour commencer il faut augmenter les ressources :

— des salariés ;
— des familles en rattrapant le retard pris par les allocations familiales sur les salaires ;
— des personnes âgées, dont les prestations sont restées anormalement basses ainsi que le plafond de leur versement ;
— des retraités, par un meilleur calcul du montant de la retraite et l'octroi de cette retraite à 60 ans.
— les serviteurs de l'Etat ne doivent plus être les parents pauvres.

Il faut hâter la suppression définitive des zones de salaires.

Il faut rendre l'enseignement, dans le maintien de la liberté, accessible à tous les niveaux, à tous les enfants. L'équipement scolaire et le recrutement des maîtres sont très insuffisants.

Il faut que l'Etat donne à chaque région un équipement routier, ferroviaire et fluvial, adapté à ses besoins et à ses possibilités pour assurer le développement régional.

L'aménagement du territoire est, en effet, la clef de tout l'avenir économique et social français.

Le déséquilibre entre Paris et la province, entre les régions françaises n'a pas diminué, depuis 4 ans, au contraire. Cette évolution, si elle n'est pas combattue, risque de déclencher demain des troubles sociaux redoutables.

Pour cela il faut donner tout son sens à la planification de l'économie et

— accélérer la décentralisation industrielle par les stimulants fiscaux et financiers trop peu utilisés jusqu'ici.
— prévoir une réforme du crédit et une utilisation plus rationnelle de l'épargne française insuffisamment investie.
— soutenir les réformes de structure indispensables à la modernisation de l'agriculture et à la mise à parité des agriculteurs avec les autres catégories sociales.
— mettre en place de véritables conseils économiques et sociaux à la tête de chaque région dotés de pouvoirs d'information et éventuellement de décisions les plus larges.

L'EUROPE UNIE seule, permettra d'assurer
— notre développement — notre sécurité

L'Europe est en danger. Le moment est venu de savoir si l'Europe va être enfin pourvue d'une autorité politique seule capable de prendre les décisions devenues indispensables pour poursuivre et accélérer son unité économique elle-même.

En effet, seul un véritable gouvernement européen pourra définir et appliquer une politique européenne commune afin que l'agriculture française garde le bénéfice des accords de Bruxelles et améliore ses débouchés ; que soit accélérée l'harmonisation des salaires ; que soient réalisées une coordination de l'énergie et une harmonisation des investissements qui évitent le gaspillage.

Mais par delà son progrès économique, l'Europe doit assurer sa sécurité. Or, celle-ci ne peut être garantie que dans le cadre d'une défense européenne commune. C'est pourquoi le M. R. P. s'est déclaré hostile au principe d'une force de frappe atomique strictement nationale. La menace que le communisme fait peser sur l'Europe est une menace commune. La risposte doit l'être aussi.

Une Europe unie sera respectée par ses adversaires et traitée en égale par ses alliés.

Une Europe unie permettra d'établir des liens durables avec les Pays africains sur le plan économique et culturel.

Nous entendons demeurer **fidèles à la Démocratie** *qui doit être non seulement sauvée mais renouvelée. La France de demain a besoin d'institutions équilibrées, de parlementaires dynamiques et compétents, d'une économie rénovée afin de répondre*

— aux exigences de la technique
— aux aspirations de tous les Français
— aux conditions difficiles de la vie internationale.

Cette grande tâche de l'avenir, nous vous demandons de l'entreprendre avec nous.

Le Candidat :
Pierre JONAS
Pharmacien
Adjoint au Maire d'ANZIN
Chevalier du Mérite Social

Le Remplaçant éventuel :
Fernand LOISEAU
Chirurgien-Dentiste
Ancien Ier Adjoint au Maire de Saint-Amand
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier du Mérite Social

IMP. WOELFFLÉ - ANZIN